

# La colère de la mission locale

LA CAGB à midi, la direction du travail (Directe) à 14 h 30 place Jean-Cornet. Le siège de l'association enfin. Au moment où les convocations à entretien préalable à licenciement viennent de parvenir pour huit personnes, les salariés de la mission locale pour l'emploi sont descendus dans la rue, hier, pour manifester à la fois leur colère et leur demande d'un minimum de considération.

Alors que l'échéance de lundi prochain se rapproche inéluctablement, ceux-ci ont ainsi voulu réitérer auprès de tous les partenaires concernés par le dossier leur exigence « de transparence et de vérité ».

## « Manque d'écoute et d'explication »

Devant un directeur général des services de l'agglomération de bonne volonté mais juste venu pour transmettre leurs doléances, devant le représentant de l'État ensuite, les employés soutenus par l'intersyndicale n'ont en tout cas pas manqué d'insister sur l'urgence de mobiliser les financeurs et sur l'obligation de présenter un schéma d'organisation clair.



■ Après la CAGB, les salariés se sont retrouvés devant la direction du travail.

Photo Nicolas BARREAU

Alors que les premiers licenciements vont intervenir, les salariés se sont en effet dits choqués de n'avoir encore aucune information sur le résultat de l'audit. « Comment a-t-on pu arriver à un déficit de 280 000 € ? », s'est notamment interrogé Oli-

vier Grimaire, délégué du personnel. La question est d'autant plus insistante que l'association, qui ne vit actuellement que de l'engagement de la reconduite des subventions, se sait particulièrement fragile face au moindre aléa de trésorerie.

Dans ce contexte, les salariés n'ont pas caché leur amertume face à ce qu'ils qualifient de manque d'écoute et d'insuffisance d'engagement à leurs côtés. De la part des élus bisontins tout d'abord dont ils regrettent qu'ils n'aient pas mis la

même intensité pour les « soutenir que pour Camponovo ». « Nous aurions souhaité aussi que la présidente monte davantage au créneau », a notamment indiqué Olivier Grimaire.

## Et les emplois d'avenir ?

Quant à la directrice, « elle a hérité d'une situation difficile », mais, selon eux, elle pêche par manque de dialogue et d'explication. « Un chef de service fait partie des licenciés et nous ne savons toujours pas comment on va être réorganisés », ont-ils déploré alors que l'assemblée générale d'hier a été reportée.

« Avec la mise en place des emplois d'avenir, il y a pourtant des besoins », ont-ils encore ajouté en souhaitant être confortés au plus vite dans cette nouvelle mission, eux qui gèrent déjà 3 600 jeunes sur le bassin d'emploi du grand Besançon.

Alors que Besançon a été une des premières missions locales de France, sa fragilisation, voire sa disparition, constituerait « un symbole désastreux », ont-ils conclu fort du soutien de plusieurs représentants d'autres organismes présents.

Bernard PAYOT

# Des réactions, de l'UMP au Front de Gauche

## Descente aux enfers annoncée pour l'UMP

« Ce que nous craignons est arrivé », estiment les quatre conseillers municipaux UMP pour qui « l'issue fatale du redressement judiciaire de la mission locale espace jeunes conduit déjà à la fermeture de services d'aide aux jeunes, mais surtout à la suppression inévitable de huit postes. » Se déclarant « solidaires des salariés touchés par ce plan », ceux-ci déplorent surtout « que les acteurs (maire-président de la CAGB, présidente de la MLJ) n'aient pas pris leurs responsabilités au moment opportun ». « Il est évident que le maire est plus rapide pour sanctionner un élu PS qui parle trop que pour défendre des salariés licenciés par une élue rouge », épinglent-ils enco-

re avant d'ajouter que « nous avons anticipé cette issue lors d'une séance à la CAGB en septembre dernier en interpellant justement le président Jean-Louis Fousseret afin d'inviter les collectivités et l'État à trouver rapidement une solution ». « Nous proposons une mutualisation des moyens et des dispositifs jeunesse dans la création d'un guichet unique, une Maison des jeunes », rappellent-ils en s'indignant du « mépris pour ces jeunes et les 2 300 chômeurs qui comptaient sur cet outil d'insertion ! ».

## Le soutien du Front de Gauche

Dans un communiqué, le Parti de gauche/Front de Gauche bisontin s'est déclaré aux côtés des

salariés et a appelé l'État et les élus « à prendre leurs responsabilités ». « Lors de la conférence sociale nationale organisée par le gouvernement en juillet, le rôle majeur des missions locales a été souligné par les élus et les maires ». Il a été demandé que « l'action des missions, qui agissent dans la proximité et peuvent ainsi être les interlocuteurs de nombreux jeunes, soit confortée, que des moyens pérennes leur soient alloués et que des partenariats soient élargis aux acteurs de l'éducation ».

Appelant encore les collectivités locales qui bénéficient des services de la mission à contribuer à son financement, le Front de Gauche a enfin demandé aux élus « de défendre l'emploi et de sortir du dogme de l'austérité ».